



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 Place du général de Gaulle  
CS 71354  
68070 Mulhouse cedex 1

Mulhouse, le 17 novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29 octobre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**AGRO-LOGIC Sarl**

2 Ferme de Sermensheim  
68890 Réguisheim

Références : 0006705866\_2025\_10\_29\_AGROLOGIC\_Reguisheim\_VIIC\_PPC  
Code AIOT : 0006705866

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 octobre 2025 dans l'établissement AGRO-LOGIC Sarl implanté au 2 Ferme de Sermensheim à Réguisheim (68890). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection.

#### **Référentiels utilisés:**

- arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter numéro 2014146-0005 du 26 mai 2014.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRO-LOGIC
- 2 Ferme de Sermensheim 68890 Réguisheim
- Code AIOT : 0006705866
- Régime : enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGRO-LOGIC a pour vocation de composter divers produits dont des déchets verts, des effluents d'élevage et des boues de station d'épuration.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article 4.2.2.	Demande d'action corrective	2 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article 4.1.1.	Sans objet
3	points de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article 4.3.5.	Sans objet
4	rejets	Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article 4.3.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence une non-conformité relative au plan des réseaux.

Compte-tenu des constats réalisés et des écarts portant principalement sur des aspects documentaires, sans impact sur les intérêts protégés mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des suites prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Il est donc attendu la mise en place d'actions correctives pour le point suivant :

- mise à jour des plans des réseaux en reportant tous les ouvrages présents sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prélèvements et consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article 4.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Autre, origine des approvisionnements en eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'approvisionnement en eau est issu d'un forage dans la nappe phréatique, Ce forage doit être inscrit à la banque de données du sous-sol.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les prélèvements d'eau, notamment par utilisation des eaux pluviales, sans compromettre le bon déroulement du compostage ou de la stabilisation biologique.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté la présence d'un forage sur le site. Celui-ci est implanté au sud de l'exploitation dans une zone enherbée protégée des véhicules et des eaux de la plateforme de compostage par une glissière en béton adhérent. Le point de prélèvement est dans un regard formé de buse en béton fermé par un couvercle en fonte muni d'un joint d'étanchéité.</p> <p>Il est inscrit au Bureau de recherche géologique et minières sous le numéro BSS004PQCS depuis le</p>

<p>1<sup>er</sup> janvier 2001.</p> <p>La principale source de consommation d'eau est l'humidification des andains de compostage. Ils sont en priorité humidifiés avec les eaux pluviales issues du ruissellement sur les zones d'entrepôts des déchets verts ou les andains de compost.</p> <p>Le forage sert uniquement pour alimenter en eau la base de vie de l'exploitation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Collecte des effluents liquides

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article 4.2.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plan des réseaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>[...]</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés ,</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les plans des réseaux (eau potable et eaux pluviales) présents sur son site.</p> <p>La dernière modification du plan date du 13 février 2013. L'exploitant n'a pas effectué de modification de ses réseaux depuis cette date.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'eau d'alimentation (usages sanitaires) provient du forage dans la nappe phréatique (cf constat n°1). Une canalisation relie le forage et le bâtiment administratif où est utilisée cette eau. Il n'y a pas de dérivation vers les zones de compostage. L'alimentation est de ce fait isolée.</li> <li>• Les plans font apparaître des flèches indiquant une pente unique avec un point haut à l'ouest des zones de stockages et un point bas à l'est orienté vers les bassins de stockage. Il n'y a qu'un seul secteur de collecte. Ils font apparaître les diverses canalisations et les caniveaux de collecte.</li> <li>• Il n'y a pas de vanne d'isolement car les bassins de stockages servent aussi de rétention des eaux d'incendie ou en cas d'accident.</li> <li>• Le plan ne fait pas apparaître les ouvrages de traitement.</li> </ul> <p>S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de</p>

mise en demeure à ce stade.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de compléter ses plans en indiquant les ouvrages de traitements.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 3 : Points de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article 4.3.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, localisation des points de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>La localisation de tous les points de rejets est reportée sur les plans tenus à jour conformément aux dispositions de l'article 4.2.2.</i>
<b>Constats :</b>  Toutes les eaux collectées sont dirigées gravitairement vers deux bassins de stockage. Ils sont implantés à l'est du site. Il est reporté sur le plan des réseaux (cf constat numéro 2). Il n'y a pas de rejet dans le milieu naturel ou vers un réseau d'assainissement (hors eaux usées sanitaires).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, caractéristiques générales de l'ensemble des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les effluents recueillis sont recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains lorsque c'est nécessaire. [...] Les effluents rejetés doivent être exempts :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>• de matières flottantes,</i></li> <li><i>• de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques inflammables ou odorantes,</i></li> </ul> <i>[...]</i>
<b>Constats :</b>  Il a été constaté lors de l'inspection que la topographie de la zone étanche du site permet de collecter les eaux de ruissellement des diverses zones d'entreposage, afin que celles-ci soient dirigées vers deux bassins, communicant, implantés à l'est du site, qui servent de réserve d'eau pour l'humidification des andains de compostage si besoin et de réserve d'eau en cas d'incendie. Le réseau de collecte est constitué de caniveaux à fente coulé en place. Le compostage des boues est prévu dans un bâtiment fermé, avec un caniveau à fente à l'entrée du bâtiment empêchant les eaux pluviales d'entrer en contact avec les boues.

Lors de l'inspection il a été constaté que l'eau dans le bassin ne comportait ni algues ni matières flottantes à la surface de celle-ci. Il n'a pas été constaté d'odeur se dégageant des bassins.

**Type de suites proposées :** Sans suite